

Budget—M. Nystrom

Tel est l'essentiel de mes observations sur le budget, monsieur l'Orateur.

Naturellement, des mesures créatrices d'emplois sont essentielles. Cela peut se faire de bien des façons. Les hausses du prix du pétrole et du gaz, quoique impopulaires aux yeux de certains, seront considérées comme réalistes par la majorité...

M. Rondeau: Comment le savez-vous?

M. Philbrook: ... surtout si c'est une façon d'économiser nos approvisionnements et d'exploiter de nouvelles sources. Comment est-ce que je le sais? Je le sais parce que les Canadiens sont lucides et courageux.

Le Canada doit mettre de l'ordre chez lui. Ce faisant, peut-être devrions-nous nous protéger nous-mêmes contre certaines pressions internationales, mais pas au point de nous isoler nous-mêmes.

Le Canada s'affirme de plus en plus comme l'un des grands pays du monde, l'un des grands pays commerçants de même qu'un bon voisin. Du point de vue économique, nous devrions profiter de nos atouts, de notre bonne réputation pour accroître nos échanges à l'étranger avec les pays industrialisés et émergents, tout en maintenant nos liens traditionnels avec les États-Unis. Et contrairement à ce que certains pensent, les nouveaux débouchés ne manquent pas. Les pays pauvres ont besoin de notre aide pour survivre et s'industrialiser. Ils font eux-mêmes la découverte de nouvelles ressources matérielles et humaines. Je pourrais citer en exemple les pays du Moyen-Orient et certains pays d'Amérique latine. Mieux encore, les pays industrialisés comme les pays en voie de développement commencent à préférer le commerce à l'aide pure et simple.

En face des immeubles du Parlement s'élève une statue de sir Galahad où l'on peut lire ces mots prophétiques: «If I lose myself, I save myself». J'ose croire que ces mots n'ont pas été inscrits par pure coïncidence, qu'ils ont l'accent de la vérité, d'une vérité qui est la nôtre aujourd'hui. Nous avons été assez témoins d'affrontements et de conflits à notre époque, tant dans notre pays qu'à l'étranger. Peut-être qu'en œuvrant ensemble, qu'en nous dévouant pour les autres, comme c'est possible par les restrictions volontaires et l'aide à l'étranger, nous commencerons à résoudre quelques-uns de nos problèmes les plus insolubles et à nous sauver nous-mêmes.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je vois que le ministre des Finances (M. Turner) se sauve déjà.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Non, je reviens tout de suite.

M. Nystrom: Bien des Canadiens disent que le budget à l'étude est probablement le pire que nous ayons eu depuis sept ans que je siége à la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Cela fait bien plus longtemps qu'il n'y en a eu de pire.

M. Nystrom: Mon collègue, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) dit qu'il n'y en a pas eu de pire depuis bien plus de sept ans. Bien sûr, le budget aura de dures conséquences pour les travailleurs, pour le Canadien moyen. Il va aggraver le chômage, accroître l'inflation et toucher très durement le simple citoyen. C'est pourquoi je crois que le ministre des Finances devrait démissionner.

Des voix: Oh, oh!

[M. Philbrook.]

M. Guay (Saint-Boniface): Je pensais que vous aviez des chances de devenir chef de votre parti.

M. Nystrom: Je le répète, il devrait démissionner. S'il ne peut sortir l'économie de son impasse actuelle, s'il ne peut créer d'emplois, s'il ne peut juguler l'inflation et aider le Canadien moyen à vivre mieux, il devrait démissionner.

Prenons quatre ou cinq des propositions du ministre. Elles sont toutes terriblement rétrogrades. Il va imposer une taxe d'accise de 10c. le gallon sur l'essence et pénaliser ainsi tous les automobilistes, qu'ils aient une Cadillac, une Ford ou une vieille Pontiac. A cause de cette taxe, bien des gens vont se retrouver à pied. Bien des gens ne pourront plus s'offrir le luxe d'une voiture. Tous les Canadiens sont contre cette proposition. Je sais que les gens de ma circonscription sont furieux contre la taxe d'accise de 10c. sur l'essence. Elle ne fera qu'aggraver nos problèmes. Elle va creuser un fossé entre les provinces productrices et consommatrices.

La taxe porte atteinte aux pouvoirs des provinces à l'égard de l'imposition des ressources. Il n'y a pas eu de consultation; elle est appliquée unilatéralement par Ottawa et ne fera rien pour unifier le pays, ne fera rien pour dissiper le ressentiment qui divise les provinces.

Le budget nous fait également reculer sur le plan de l'assurance-chômage. Les taux vont augmenter. Ce n'est là qu'un impôt de plus déguisé pour le Canadien moyen et le petit homme d'affaires qui ne peut se permettre de répercuter ces frais supplémentaires sur le consommateur.

Le ministre des Finances s'est plaint du fait que les salaires élevés que paient les industries canadiennes nuisent à notre compétitivité sur les marchés mondiaux. Ses propositions à cet égard frapperont durement les travailleurs ordinaires du Canada; elles sont tout à fait régressives.

Le ministre des Finances a annoncé une réduction du financement fédéral dans le domaine de la santé et de l'assurance-maladie. Cette proposition aussi frappera le plus durement les gagne-petit. Elle entraînera certainement une escalade des frais médicaux. Je suis certain que les députés des provinces atlantiques notamment doivent beaucoup s'inquiéter de cet aspect du budget. Ces mesures frappent très durement les travailleurs canadiens.

● (2100)

Voyons ceux qui sont exclus. Il n'y a rien pour les cultivateurs, les simples travailleurs, les gens à faible et à moyen revenu, et les pauvres. On ne prévoit rien non plus pour augmenter le salaire minimum, aider les pensionnés de la vieillesse, atténuer les disparités régionales, supprimer les injustices. On ne prévoit rien pour les autochtones, les Indiens et les Métis. Le budget reste muet devant les injustices qui séparent les différents groupes sociaux ou les diverses régions de notre pays.

Quand un gouvernement présente un budget, il devrait faire face aux problèmes économiques, non pas leur tourner le dos. Le ministre des Finances aime beaucoup à dire: «Je ne peux pas faire beaucoup, ça dépend des États-Unis. Il y aura peut-être reprise de l'économie américaine au dernier semestre de l'année». Il abdique ainsi la tâche qui lui incombe à titre de ministre des Finances de guider l'économie canadienne.

Le ministre des Finances se contente de désigner certains boucs émissaires et de les charger de nos problèmes. Il impute aux travailleurs le coût du chômage en haussant les primes qu'ils versent à la Commission d'assurance-chômage. Il impute aux provinces les frais supplémentaires